

Voyons d'un peu plus près. C'est dans la thèse 28 du document voté il y a deux ans que l'on trouve exposées les conceptions thoreziennes. Pour l'essentiel, le Projet de Résolution reproduit ces conceptions (« L'Humanité », 4 mars, page 6, deuxième colonne). Ce passage contient un catalogue programmatique, dont les chapitres, ou du moins certains, sont parfaitement acceptables et utiles; mais tout ce programme est centré autour de l'élection d'une Assemblée Constituante et d'un Parlement: « Election, à l'aide d'un scrutin reflétant vraiment l'opinion d'une Assemblée Constituante chargée en premier lieu d'établir une constituante démocratique... ».

Et plus loin :

« Le pouvoir suprême appartient, dans l'Etat républicain aux représentants du peuple, qui sont élus au suffrage universel et proportionnel et qui forment une Assemblée nationale unique... »

« Le gouvernement émane de cette assemblée et il est responsable devant elle... »

Et c'est tout. Par ces phrases et malgré la décentralisation administrative et l'extension des attributions des Comités d'entreprise que propose le projet, la source unique de pouvoir est le Parlement. Il s'agit bien, comme l'indiquent les termes, de restauration; nous ajouterons de la restauration de la démocratie bourgeoise parlementaire.

Thorez ne veut à aucun prix soulever la question d'organismes de masse susceptibles de lutter pour le pouvoir, d'établir une dualité de pouvoir qui puisse conduire à l'écrasement du capitalisme et à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Thorez est un récidiviste en la matière. Il restera, dans le Mouvement communiste, celui dont le principal travail aura été de lutter contre la dualité de pouvoir. En 1936, n'a-t-il pas été avec Raymond Guyot le principal artisan de la liquidation des Comités de Front populaire à la base, répondant aux exigences des chefs radicaux. A la première réunion du Bureau d'Information (1947) sa politique fut l'objet des critiques acerbes de la part des Partis frères, notamment le yougoslave et l'italien.

En 1945, n'est-ce pas Thorez qui dans ses périples de

propagande ne cessait de proclamer « Un seul Etat, une seule armée, une seule police ». N'avait-il pas dès son retour d'U.R.S.S., fin 1945, fait enterrer une décision du Comité Central qui proposait la multiplication des Comités de base du Conseil National de la Résistance, et la convocation d'un Congrès national représentatif (cf. l'affaire Marty, par André Marty).

Ainsi donc comme autrefois, Thorez repousse l'organisation des masses en Comités indépendants pouvant lutter pour le pouvoir, où seraient représentées toutes les tendances du mouvement ouvrier (2). Pour justifier cette position, que l'on ne vienne pas invoquer que la « restauration et la rénovation de la démocratie est une étape dans la lutte que mène la classe ouvrière et le Parti Communiste pour le Socialisme, mais une étape indispensable, non parce que tel est notre bon plaisir, mais parce que telle est la logique de l'histoire » (« L'Humanité », 4 mars). Que l'on ne vienne pas non plus évoquer dans le même passage « la situation concrète en France » !

Il est vrai que la situation « concrète » en France doit être prise en considération, que la structure économique et politique du pays n'est pas comparable à celle de la Russie de 1917. Ni Lénine, ni Trotsky, ni Rosa Luxembourg, ni leurs véritables successeurs, n'ont pensé que l'on devrait faire abstraction des particularités propres à chaque pays. Mais pour ramener à leur juste importance ces particularités et surtout, trouver la voie d'une politique révolutionnaire déterminée, il faut savoir dégager la portée universelle de la Révolution d'octobre, de la Commune de Paris, de la Commune de Berlin de 1919 : **Le renversement du capitalisme est toujours précédé d'une période de dualité de pouvoir**, le pouvoir des travailleurs s'exprimant dans des Comités dont la forme, la constitution, la représentativité varient d'un pays à un autre, mais qui ont tous en commun la tendance à limiter le pouvoir de la bourgeoisie et en définitive à s'y substituer.

(2) Il n'est évidemment pas contre des Comités contrôlés par la direction du P.C.F. luttant « pour la paix », c'est-à-dire pour infléchir la politique extérieure du capitalisme français.

LE ROI ET LES GRENOUILLES

Casanova et Servin sont entrés sur la voie de « l'auto-critique », ce qui leur a valu, dans « L'Humanité » du 31 mars, une nouvelle bastonnade de la part du bureau politique.

Peu à dire sur la lettre de Casanova, qui a déjà oublié sa lettre qui fit tant bondir Thorez : « A partir d'un moment, je tiens plus au respect de moi-même par moi et à ma dignité personnelle comme communiste qu'à ma qualité de membre du bureau politique. » Il n'est plus membre du B.P. Quant au respect de lui-même et à sa dignité personnelle, il aurait fallu chercher à les retrouver après tant d'années...

La lettre de Servin est bien plus intéressante, avant tout par un propos de Thorez qu'il mentionne ainsi : « Il y a plusieurs mois déjà, Maurice avait attiré mon attention sur « les grenouilles révisionnistes à la recherche d'un roi ». Je lui avais dit, comme je l'ai fait encore au bureau politique, que je ne serais jamais ce roi. »

Ces quelques lignes montrent un Thorez conscient du danger qui grandit contre la direction et le régime qu'il impose au P.C.F. depuis tant d'années, et surtout malgré ce qui se passe

dans le monde post-stalinien depuis le 20^e Congrès. S'il a engagé la bataille, c'est pour parer préventivement à ce danger : il ne veut pas permettre que quelqu'un fasse acte de candidat à la royauté — le Parti, c'est lui seul (tout comme de Gaulle, c'est la France).

Quant à Servin, il désavoue toute intention de devenir le « roi » de quiconque ; il pouvait tout au plus être « grenouille », en attendant de disparaître dans le néant politique.

Et maintenant le « roi » Maurice s'engage fièrement vers le 16^e Congrès, où son succès est plus qu'assuré. Qui sait si Casanova ou Servin ne se frapperont pas davantage encore la poitrine ? Mais nous sommes dans une période où, dans le mouvement ouvrier, en dépit de toutes les difficultés, on ne se trouve pas seulement en présence de grenouilles à la recherche d'un roi, mais de révolutionnaires désirant une politique et une direction adéquates aux exigences de la situation. Dans une telle période, même le petit incident entre le « roi » et la « grenouille » contribuera, en discréditant davantage le régime de l'appareil, à faciliter la tâche des révolutionnaires.